

§ 3. De representatieve organisaties van Verenigingen van ouders erkend op gemeenschapsniveau zijn de enige die ertoe gemachtigd zijn om de vertegenwoordigers van ouders van leerlingen te erkennen die zetelen binnen de verschillende raden en commissies in het kader van de plaatselijke, gewest- of gemeenschapstructuren in de Franse Gemeenschap.

§ 4. Bij de niet-naleving van dit decreet wat betreft de werking van een Vereniging van ouders kunnen de representatieve organisaties een verzoeningsopdracht uitoefenen.

Inwerkingtreding

Art. 8. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting,
Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,

C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn,
Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,

M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Parlement. — Voorstel van decreet, nr. 672-1. — Commissieamendement, nr. 672-2. — Verslag nr. 672-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 april 2009.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2754

[C — 2009/29401]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment dans son article 23;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21 et accordant des dispenses en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection;

Vu la proposition de la Commission permanente de la promotion et de la sélection du 16 octobre 2008;

Vu le protocole du comité de négociation de secteur IX du 7 janvier 2009;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 2 mars 2009,

Après délibération,

CHAPITRE 1^{er}. — *Des premières sessions de formation visées aux articles 19, 20 et 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, des dispenses et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Article 1^{er}. § 1^{er}. La première session de la formation visée aux articles 19 et 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules.

§ 2. Le premier module est commun à l'ensemble des fonctions visées aux articles 19 et 20 du décret.

Ce module a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° la prise de parole en public qui consiste à s'entraîner à la prise de parole et à en mesurer l'impact;

3° la conduite et la motivation des groupes qui comprend :

- a) la compréhension du mécanisme de la motivation;
- b) la maîtrise de l'art de communiquer.
- 4° la gestion des conflits qui comprend :
 - a) la distinction entre les niveaux et les types de conflits;
 - b) l'identification de ses modes d'actions en situations conflictuelles;
 - c) la découverte et l'expérimentation d'autres modes de réaction;

5° la prise de décision qui comprend :

- a) la compréhension des modes de prise de décisions;
- b) l'exercice à utiliser les processus de prise de décisions comme moyens d'actions adaptés.

6° Les techniques de négociation en s'exerçant à utiliser les processus de négociation comme moyens d'actions adaptés.

§ 3. Le deuxième module est organisé séparément pour les fonctions visées aux articles 19 et 20 du décret du 4 janvier 1999 relatifs aux fonctions de promotion et de sélection.

Le module de formation relatif aux fonctions de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance, de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur, et d'administrateur a pour objet :

1° l'animation du conseil de participation qui consiste à :

- a) mettre en place une participation démocratique;
- b) faire fonctionner le conseil de participation et en évaluer le fonctionnement;

2° les techniques d'évaluation du personnel qui touchent :

- a) aux aptitudes relationnelles et personnelles;
- b) aux responsabilités de l'équipe de direction;

3° les techniques d'évaluation de sa propre action;

4° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école (associations de parents, service d'aide à la jeunesse, académies, associations,...);

Le module de formation relatif aux fonctions de chef d'atelier et de chef de travaux d'atelier a pour objet :

1° l'animation du conseil de participation qui consiste à :

- a) mettre en place une participation démocratique;
- b) faire fonctionner le conseil de participation et en évaluer le fonctionnement;

2° l'intégration de l'action éducative des partenaires extérieurs à l'école, en particulier du monde de l'entreprise;

3° l'acquisition d'une méthode d'évaluation de sa propre action.

§ 4. La première session de formation a une durée totale de 20 heures, les deux modules qui la composent ont une durée de 10 heures chacun.

Art. 2. § 1^{er}. La première session de la formation visée à l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules.

§ 2. Le premier module est commun aux deux fonctions visées à l'article 21 du décret. Il a pour objet :

1° la communication interne et externe qui comprend :

- a) l'identification de ses pratiques d'information et de communication personnelles;
- b) la différenciation des notions de communication et d'information dans un système;
- c) l'identification de certains modes de communication interne propre à l'organisation;

2° les techniques d'accueil.

§ 3. Le deuxième module est organisé, d'une part, pour la fonction de secrétaire de direction et, d'autre part, pour la fonction d'éducateur-économiste.

Le module de formation relatif à la fonction de secrétaire de direction a pour objet :

1° les techniques d'entretien;

2° la gestion des conflits;

3° la notion de secret et la déontologie du secrétariat.

Le module de formation relatif à la fonction d'éducateur-économiste a pour objet :

1° la gestion des ressources humaines;

2° les techniques de négociation;

3° la conduite et la motivation des groupes;

4° la prise de décision;

5° la gestion des conflits.

§ 4. La première session de formation a une durée totale de 20 heures, les deux modules qui la composent ont une durée de 10 heures chacun.

Art. 3. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la première session de formation ainsi que de l'épreuve la sanctionnant aux personnes ayant obtenu une attestation de réussite à l'une des premières sessions de formation organisées par les décrets du 4 janvier 1999 précité, du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, ainsi qu'au premier module relatif à l'axe relationnel du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs.

CHAPITRE II. — *Des deuxième sessions de formation visées aux articles 19, 20 et 21 du décret du 4 janvier 1999 précité et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Art. 4. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en 2 modules.

§ 2. Les thèmes du premier module sont les suivants :

1. Les objectifs généraux de l'éducation et leur mise en œuvre
2. Les socles de compétence
3. Les compétences terminales
4. Les profils de formation
5. Les compétences transversales
6. La pédagogie différenciée
7. L'évaluation formative et certificative
8. Les courants actuels de la pédagogie
9. L'enseignement spécialisé
10. L'enseignement en alternance
11. Les discriminations positives
12. La prévention de la violence
13. La problématique des élèves majeurs.

Le thème du deuxième module est l'évaluation de l'efficacité des membres du personnel et, l'évaluation d'une séquence pédagogique comprenant les remarques faites aux membres du personnel, les conseils donnés en conséquence, les suggestions faites et l'appréciation de l'action éducative et pédagogique de la leçon et du membre du personnel.

§ 3. 1° La formation pour les fonctions de proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur comporte 30 heures, réparties comme suit :

— 20 heures pour le premier module

— 10 heures pour le deuxième module consacrées à l'évaluation de l'efficacité des membres du personnel auxiliaire d'éducation.

2° La formation pour la fonction d'administrateur comporte 45 heures, réparties comme suit :

— 20 heures pour le premier module;

— 25 heures pour le deuxième module consacrées à l'évaluation de l'organisation d'un internat sur le plan pédagogique et aux relations avec le personnel auxiliaire d'éducation et le personnel de maîtrise, gens de métier et de service.

3° La formation pour la fonction de coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance comporte 30 heures, réparties comme suit :

— 20 heures pour le premier module;

— 10 heures consacrés à l'évaluation de l'efficacité des accompagnateurs du centre.

Art. 5. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection comporte les thèmes suivants :

1. Les objectifs généraux de l'éducation et leur mise en œuvre
2. Les compétences transversales
3. La pédagogie différenciée
4. L'enseignement spécialisé
5. La prévention de la violence
6. La problématique des élèves majeurs.
7. L'évaluation formative et certificative
8. Les discriminations positives
9. Les profils de formation
10. La formation en alternance
11. La gestion du travail en atelier
12. Les stages en entreprise
13. L'enseignement à horaire réduit.

§ 2. La formation comporte 30 heures pour la fonction de chef d'atelier et 45 heures pour la fonction de chef de travaux d'atelier. Elle est organisée séparément pour ces deux fonctions.

Art. 6. § 1^{er}. La deuxième session de la formation visée à l'article 21 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection est répartie en deux modules. Ces modules sont organisés, d'une part, pour la fonction de secrétaire de direction et, d'autre part, pour la fonction d'éducateur-économiste.

§ 2. Le premier module a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires et le développement des capacités de gestion administrative.

Pour la fonction d'éducateur-économiste, il s'agit des dispositions, en rapport avec la fonction, relatives à la comptabilité, à la réglementation en matière de marchés publics, à la sécurité et l'hygiène, à l'équilibre alimentaire, à la gestion des restaurants scolaires, au personnel administratif et ouvrier, statutaire ou temporaire et au comité de concertation de base.

Pour la fonction de secrétaire de direction, il s'agit des dispositions, en rapport avec la fonction, relatives au statut du personnel enseignant et auxiliaire d'éducation, au régime des congés, au règlement organique des établissements scolaires, aux documents administratifs concernant les membres du personnel, à quelques éléments du « décret missions » et au comité de concertation de base.

Le deuxième module a pour objet la maîtrise des outils informatiques utilisés dans l'exercice de leur fonction.

§ 3. La deuxième session de formation a une durée totale de 50 heures, le premier module est de 30 heures alors que le second module a une durée de 20 heures.

Art. 7. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la deuxième session de formation ainsi que de l'épreuve la sanctionnant aux personnes ayant obtenu une attestation de réussite à la deuxième session de formation organisée par le décret du 4 janvier 1999 pour autant qu'elles concernent toutes deux une fonction identique.

CHAPITRE III. — *Des troisièmes sessions de formation visées aux articles 19 et 20 du décret du 4 janvier 1999 précité et de l'épreuve sanctionnant lesdites formations*

Art. 8. § 1^{er}. La troisième session de la formation visée à l'article 19 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'enseignement de la Communauté française et au personnel de l'enseignement de la Communauté française et à développer des capacités de gestion administrative.

Les matières législatives et réglementaires seront, notamment, relatives à l'organisation de l'enseignement fondamental, secondaire et spécial, aux marchés publics, au contrôle administratif et budgétaire, au statut du personnel directeur et enseignant, auxiliaire d'éducation, paramédical, psychologique, social, au statut des maîtres et professeurs de religion, au statut du personnel administratif et ouvrier.

§ 2. La formation est organisée séparément pour les candidats aux fonctions de :

1° proviseur ou sous-directeur ou sous-directeur dans l'enseignement secondaire inférieur et comporte 30 heures;

2° administrateur et comporte 40 heures;

3° coordonnateur d'un centre de formation et d'éducation en alternance et compte 30 heures.

Art. 9. § 1^{er}. La troisième session de formation visée à l'article 20 du décret du 4 janvier 1999 a pour objet l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires relatives à l'exercice de leur fonction.

Les matières législatives et réglementaires seront, notamment, relatives à des éléments du statut du personnel directeur et enseignant et de la réglementation en matière de marchés publics, à la sécurité et l'hygiène, à la réglementation des travaux pour tiers et à l'organisation des épreuves de qualification.

§ 2. La formation est commune aux deux fonctions visées et a une durée totale de 30 heures.

Art. 10. Chaque session de formation est sanctionnée par une épreuve.

L'épreuve sanctionnant la troisième session de formation aux fonctions visées aux articles 19 et 20 du décret est organisée comme suit :

— Une épreuve écrite et à livre ouvert qui porte sur les matières législatives et réglementaires visées respectivement aux articles 8, § 1^{er}, et 9, § 1^{er}.

Art. 11. Il est accordé dispense, à leur demande expresse, de la troisième session de formation ainsi que de l'épreuve la sanctionnant aux personnes ayant obtenu une attestation de réussite à la troisième session de formation organisée par le décret du 4 janvier 1999 pour autant qu'elles soient toutes deux attachées à une fonction identique.

CHAPITRE IV. — *Disposition commune à l'ensemble des formations*

Art. 12. Tous les candidats qui ont suivi une session de formation reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % de la durée de la session sont admis à présenter l'épreuve qui la sanctionne.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 13. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents est abrogé.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 15. Le Ministre de l'Enseignement obligatoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et du Sport,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2754

[C — 2009/29401]

30 APRIL 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten en tot toekenning van vrijstellingen met toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten;

Gelet op het voorstel van de Vaste Commissie voor bevordering en selectie van 16 oktober 2008;

Gelet op het protocol van het onderhandelingscomité van Sector IX van 7 januari 2009;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 1 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 december 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 maart 2009;

Na beraadslaging,

HOOFDSTUK I. — De eerste vormingssessies bedoeld in de artikelen 19, 20 en 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, de vrijstellingen en de proef die de betrokken vormingen bekrachtigt

Artikel 1. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt verdeeld over twee modules.

§ 2. De eerste module is gemeenschappelijk voor het geheel van de ambten bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet.

Deze module heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° in het openbaar het woord te voeren bestaande in het oefenen van het woord te voeren en de gevolgen ervan te evalueren;

3° de leiding en de motivatie van de groepen bestaande uit :

het verstaan van het motivatiemechanisme;

het beheersen van de communicatiekunst.

4° het beheersen van conflicten bestaande uit :

- a) het onderscheiden van de niveaus en types conflicten;
- b) het identificeren van zijn handelingswijzen in conflictgevallen;
- c) het ontdekken en het experimenteren van andere reactiewijzen;

5° de besluitvorming bestaande uit :

- a) het verstaan van de wijzen van besluitvorming;
- b) het oefenen voor het aanwenden van processen voor de besluitvorming als aangepaste actiemiddelen.

6° de onderhandelings technieken, door te oefenen de onderhandelingsprocessen te gebruiken als aangepaste actiemiddelen.

§ 3. De tweede module wordt afzonderlijk georganiseerd voor de ambten bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten.

De vormingsmodule voor de ambten van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming, van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs en bestuurder heeft als doel :

1° de animatie van de participatieraad die tot doel heeft :

- a) een democratische medewerking tot stand brengen;
- b) het in werking stellen van de participatieraad en het evalueren van de werking;

2° de technieken voor de evaluatie van het personeel betreffende :

- a) de relationele en persoonlijke vaardigheden;
- b) de verantwoordelijkheden van de directieploeg;

3° de technieken voor de evaluatie van zijn eigen actie;

4° de integratie van de opvoedingsactie van de partners buiten de school (ouderverenigingen, diensten voor hulpverlening aan de jeugd, academies, verenigingen,...);

De vormingsmodule betreffende de ambten van werkmeester en werkleider heeft als doel :

1° de animatie van de participatieraad die tot doel heeft :

- a) een democratische medewerking tot stand brengen;
- b) het in werking stellen van de participatieraad en het evalueren van de werking;

2° de integratie van de opvoedingsactie van de partners buiten de school, inzonderheid het bedrijfsleven;

3° het verwerven van een evaluatiemethode voor zijn eigen actie.

§ 4. De eerste vormingssessie duurt in totaal 20 uur, de twee modules waaruit ze bestaat, duren elk 10 uur.

Art. 2. § 1. De eerste vormingssessie bedoeld in artikel 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderings- en selectieambten wordt over twee modules verdeeld.

§ 2. De eerste module is gemeenschappelijk voor twee ambten bedoeld in artikel 21 van het decreet. Hij heeft als doel :

1° de interne en externe communicatie bestaande uit :

- a) het identificeren van de persoonlijke informatie- en communicatiepraktijken;
- b) het differentiëren van de begrippen communicatie en informatie binnen een systeem;
- c) het identificeren van sommige interne communicatiewijzen eigen aan de organisatie;

2° de onthaaltechnieken.

§ 3. De tweede module wordt enerzijds georganiseerd voor het ambt van directiesecretaresse en anderzijds voor het ambt van opvoeder-huismeester.

De vormingsmodule betreffende het ambt van directiesecretaresse heeft als doel :

1° de onderhoudstechnieken;

2° het beheersen van conflicten;

3° de betekenis van het geheim en de gedragscode van het secretariaat.

De vormingsmodule betreffende het ambt van opvoeder-huismeester heeft als doel :

1° human resources management;

2° de onderhandelingstechnieken;

3° de leiding en de motivatie van de groepen;

4° de besluitvorming;

5° het beheersen van conflicten.

§ 4. De eerste vormingssessie duurt in totaal 20 uur, de twee modules waaruit ze bestaat, duren elk 10 uur.

Art. 3. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegestaan voor de eerste vormingssessie, alsook voor de proef die ze bekrachtigt van de mensen die een attest van slagen hebben gekregen voor één van de eerste vormingssessies georganiseerd door het bovenvermelde decreet van 4 januari 1999 en het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, alsook voor de eerste module betreffende het relationele gedeelte van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs.

HOOFDSTUK II. — *De tweede vormingssessies bedoeld in de artikelen 19, 20 en 21 van voornoemd decreet van 4 januari 1999 en de proef die deze vormingen bekrachtigt*

Art. 4. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt verdeeld over twee modules.

§ 2. De thema's van de eerste module zijn de volgende :

1. De algemene doelstellingen van onderwijs en de uitvoering ervan
2. De basisvaardigheden
3. De eindvaardigheden
4. De vormingsprofielen
5. De transversale vaardigheden
6. De gedifferentieerde pedagogie
7. De vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift
8. De huidige pedagogie
9. Het gespecialiseerd onderwijs
10. Het alternerend onderwijs
11. De positieve discriminatie
12. Preventie van geweld
13. Het probleem van de meerderjarige leerlingen.

Het thema van de tweede module is de evaluatie van de doeltreffendheid van de personeelsleden en de evaluatie van een pedagogische sequens bestaande uit de opmerkingen aan de personeelsleden, de dientengevolge gegeven adviezen, de voorstellen en de beoordeling van de opvoedings- en pedagogische actie van de les en het personeelslid.

§ 3. 1° De vorming voor de ambten van provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs bedraagt 30 uur, verdeeld als volgt :

— 20 uur voor de eerste module;

— 10 uur voor de tweede module besteed aan de evaluatie van de doeltreffendheid van de leden van het opvoedend hulppersoneel.

2° De vorming voor het ambt van bestuurder bedraagt 45 uur, verdeeld als volgt :

— 20 uur voor de eerste module;

— 25 uur voor de tweede module besteed aan de evaluatie van de organisatie van een internaat op pedagogisch vlak en aan de betrekkingen met het opvoedend hulppersoneel en het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

3° De vorming voor het ambt van coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming bedraagt 30 uur, verdeeld als volgt :

— 20 uur voor de eerste module;

— 10 uur besteed aan de evaluatie van de doeltreffendheid van de begeleiders van het centrum.

Art. 5. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, bevat de volgende thema's :

1. De algemene doelstellingen van onderwijs en de uitvoering ervan
2. De transversale vaardigheden
3. De gedifferentieerde pedagogie
4. Het gespecialiseerd onderwijs
5. Preventie van geweld
6. Het probleem van de meerderjarige leerlingen.
7. De vormingsevaluatie en de evaluatie bekrachtigd met een getuigschrift
8. De positieve discriminatie
9. De vormingsprofielen
10. De alternerende vorming
11. Het beheer van het werk op een werkplaats
12. De stages in een onderneming.
13. Het onderwijs met beperkt leerplan.

§2. De vorming bedraagt 30 uur voor het ambt van werkmeester en 45 uur voor het ambt van werkplaatsleider. Zij wordt apart georganiseerd voor deze twee ambten.

Art. 6. § 1. De tweede vormingssessie bedoeld in artikel 21 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, wordt over twee modules verdeeld. Deze modules worden enerzijds voor het ambt van directiesecretaresse georganiseerd en anderzijds voor het ambt van opvoeder-huismeester.

§ 2. De eerste module heeft als doel : de bekwaamheid tot het beheersen met open boek van teksten betreffende wetgevings- en verordeningsmateries en de ontwikkeling van de bekwaamheid inzake administratiebeheer.

Voor het ambt van opvoeder-huismeester betreft het namelijk de bepalingen met betrekking tot het ambt betreffende de boekhouding, de reglementering inzake overheidsopdrachten, veiligheid en hygiëne, het voedingsevenwicht, het beheer van schoolrefters, het administratief en werkliedenpersoneel, statutair of contractueel en het basisoverlegcomité.

Voor het ambt van directiesecretaresse betreft het namelijk de bepalingen betreffende het ambt inzake het statuut van het onderwijzend personeel en opvoedend hulppersoneel, de verlofdagen, het organiek reglement van de schoolinrichtingen, de administratieve documenten betreffende de personeelsleden, enkele elementen van het "opdrachtdecreet" en het basisoverlegcomité.

De tweede module heeft als doel het beheersen van de informatica-instrumenten bij de uitoefening van hun ambt.

§ 3. De tweede vormingssessie duurt in totaal 50 uur, de eerste module duurt 30 uur terwijl de tweede module 20 uur duurt.

Art. 7. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegestaan voor de tweede vormingssessie, alsook voor de proef die ze bekrachtigt van de mensen die een attest van slagen hebben gekregen voor de tweede vormingssessie georganiseerd door het decreet van 4 januari 1999 voor zover ze alle twee een identiek ambt betreffen.

HOOFDSTUK III. — *De derde vormingssessies bedoeld in de artikelen 19 en 20 van voornoemd decreet van 4 juli 1999 en de proef die de bedoelde vormingen bekrachtigt*

Art. 8. § 1. De derde vormingssessie bedoeld in artikel 19 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, heeft als doel met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries te beheersen betreffende het onderwijs van de Franse Gemeenschap en het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap en de vaardigheden tot het administratiebeheer te ontwikkelen.

De materies betreffende de wetgevings- en verordeningsmateries zullen inzonderheid betrekking hebben op de organisatie van het basis-, secundair en buitengewoon onderwijs, de overheidsopdrachten, de administratieve en begrotingscontrole, het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, het paramedisch, psychologisch, sociaal personeel en het personeel van de inspectiedienst, de statuten van de leermeesters en leraars godsdienst, het statuut van het administratief en werkliedenpersoneel en de arbeidsovereenkomsten van het werkliedenpersoneel.

§ 2. De vorming wordt afzonderlijk georganiseerd voor de kandidaten voor de ambten van :

1° provisor of onderdirecteur of onderdirecteur in het lager secundair onderwijs en bedraagt 30 uur;

2° bestuurder en bedraagt 40 uur;

3° coördinator in een centrum voor alternerend onderwijs en vorming en bedraagt 30 uur.

Art. 9. § 1. De derde vormingssessie bedoeld in artikel 20 van het decreet van 4 januari 1999 voor de ambten van werkmeester en werkplaatsleider heeft als doel de bekwaamheid met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries betreffende hun ambt te beheersen.

De wetgevings- en verordeningsmateries zullen inzonderheid elementen betreffen van het statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel en de reglementering inzake overheidsopdrachten, veiligheid en hygiëne, de reglementering voor de werken voor derden en de organisatie van de kwalificatieproeven.

§ 2. De vorming is gemeenschappelijk voor de twee bedoelde ambten en duurt in totaal 30 uur.

Art. 10. Elke vormingssessie wordt bekrachtigd met een proef.

De proef die de derde vormingssessie bekrachtigt voor de ambten bedoeld in de artikelen 19 en 20 van het decreet, wordt georganiseerd als volgt :

— Een schriftelijke proef met open boek die de wetgevings- en verordeningsmateries betreft respectievelijk bedoeld in de artikelen 8, § 1 en 9, § 1.

Art. 11. Een afwijking wordt op hun uitdrukkelijke aanvraag toegestaan voor de derde vormingssessie, alsook voor de proef die ze bekrachtigt aan de mensen die een attest van slagen hebben gekregen voor de derde vormingssessie georganiseerd door het decreet van 4 januari 1999 voor zover ze alle twee een identiek ambt betreffen.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling die gemeen is aan het geheel van de vormingen*

Art. 12. Alle kandidaten die een vormingssessie gevolgd hebben, krijgen een attest van vorming. Slechts de kandidaten die een attest overleggen waarbij wordt bevestigd dat zij effectief minstens 75 % van de vorming gevolgd hebben, worden toegelaten deze proef af te leggen.

HOOFDSTUK V. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 13. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 2002 houdende organisatie van de vormingen van de verscheidene sessies betreffende de in de artikelen 19, 20 en 21 bedoelde bevorderings- en selectieambten, tot toekenning van vrijstellingen en tot organisatie van de proeven die de vormingen bekrachtigen, bij toepassing van de artikelen 23, 24 en 25 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten en tot oprichting van de verschillende examencommissies belast met het uitreiken van de betrokken brevetten, wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 15. De Minister van Leerplichtonderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Ch. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 2755

[C - 2009/29402]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 2005 portant délégation de compétences en matière de bâtiments scolaires de l'Enseignement organisé par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 2008 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;